

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-huitième session

Rome, 13-14 septembre 2006

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

DON AU TITRE DU GUICHET MONDIAL/RÉGIONAL

EN FAVEUR DU

MÉCANISME MONDIAL

DE LA

**CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA
DÉSERTIFICATION DANS LES PAYS GRAVEMENT TOUCHÉS PAR LA SÉCHERESSE
ET/OU LA DÉSERTIFICATION, EN PARTICULIER EN AFRIQUE**

POUR

**APPUYER LA MOBILISATION DE RESSOURCES POUR LES PROGRAMMES
D'ACTION ET INITIATIVES CONNEXES AINSI QUE LEUR MISE EN ŒUVRE
– PHASE II**

Pour: **Approbation**

Note à l'intention des Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques sur le présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Christian Mersmann

Directeur général, Mécanisme mondial

tél.: +39-06-5459-2129

courriel: c.mersmann@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

tél.: +39-06-5459-2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	iii
RECOMMANDATION POUR APPROBATION	iv
I. HISTORIQUE	1
II. JUSTIFICATION/PERTINENCE POUR LE FIDA	3
III. LE PROJET PROPOSÉ	4
IV. RÉSULTATS ESCOMPTÉS	5
V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION	5
VI. TABLEAU PROVISOIRE DES COÛTS	7
VII. RECOMMANDATION	7
 APPENDICES	
I. ACHIEVEMENTS AND RESOURCES MOBILIZED DURING SUPPORT TO RESOURCE MOBILIZATION FOR AND IMPLEMENTATION OF ACTION PROGRAMMES AND RELATED INITIATIVES – PHASE I (RÉALISATIONS ET RESSOURCES MOBILISÉES À L'OCCASION DU PROJET D'APPUI À LA MOBILISATION DE RESSOURCES EN FAVEUR DE PROGRAMMES D'ACTION ET INITIATIVES CONNEXES AINSI QUE LEUR MISE EN ŒUVRE – PHASE I)	1
II. LOGICAL FRAMEWORK FOR THE PROPOSED SECOND PHASE (CADRE LOGIQUE DU PROJET DE PHASE II)	6
III. DONOR INFORMATION (US\$) – STATEMENT OF CONTRIBUTIONS (INFORMATIONS SUR LES DONATEURS (US\$) – BILAN DES CONTRIBUTIONS)	9

SIGLES ET ACRONYMES

CCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
COSOP	exposés des options et stratégies d'intervention par pays
MM	Mécanisme mondial
PCES	Programme communautaire d'échange et de formation

RECOMMANDATION D'APPROBATION

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 25.

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION
DE DON AU TITRE DU GUICHET MONDIAL/RÉGIONAL EN FAVEUR DU
MÉCANISME MONDIAL DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE
CONTRE LA DÉSERTIFICATION DANS LES PAYS GRAVEMENT TOUCHÉS PAR LA
SÉCHERESSE ET/OU LA DÉSERTIFICATION, EN PARTICULIER EN AFRIQUE**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional en faveur du Mécanisme mondial (MM) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD) dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique à l'appui à la mobilisation de ressources en faveur de programmes d'action et initiatives connexes ainsi que leur mise en œuvre—Phase II pour un montant de 1,25 million de USD sur une période de deux ans¹.

I. HISTORIQUE

1. Au cours de l'année 2005, le MM a fait l'objet d'un processus important de réorganisation interne et changement qui s'est accompagné d'une réaffectation des responsabilités et d'un repositionnement du MM au sein de la CDD en vue d'un meilleur accomplissement de sa mission. Ce programme de changement en profondeur du MM a découlé de l'évolution du contexte international en matière de coopération pour le développement qui a suivi la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et les autres décisions pertinentes prises dans le domaine de la coopération internationale pour le développement. La décentralisation de la prise de décisions au niveau national en matière d'affectation des ressources financières a conduit le MM à concentrer son attention sur le développement des capacités et la gestion des connaissances et à se transformer ainsi en un organe spécialisé dans les services de conseils sur le financement du développement. Cet important processus de changement au sein du MM a entraîné une limitation de ses activités sur le terrain en 2005. En conséquence, le MM n'a donc pas présenté de demande au Conseil d'administration du FIDA en vue d'une Phase II du don susmentionné, comme il avait été initialement prévu en 2004.

2. Un résumé des progrès réalisés à ce jour dans la mise en œuvre et l'exécution des activités entreprises au cours de la première phase, telles qu'approuvées par le Conseil à sa quatre-vingt-unième session en 2004 (document EB 2004/81/R.23), figure à l'appendice I du présent rapport. Les activités financées par ce don ont été menées conformément à la Stratégie opérationnelle du MM approuvée par la Conférence des Parties de la CCD lors de sa quatrième session, en 2000 (document ICCD/COP(4)/4/Add.1(A)).

3. Au cours de la septième session de la Conférence des Parties, qui s'est tenue à Nairobi en octobre 2005, le MM a présenté une Stratégie unifiée et une approche plus volontariste (document ICCD/CRIC(4)/4), qui ont été approuvées par la Conférence des Parties par sa décision 5 (document ICCD/COP(7)/16/Add.1). Les activités du projet de deuxième phase du don qui seront menées conformément à cette stratégie, mettront l'accent sur les services de conseils spécialisés du MM dans les domaines du renforcement des capacités et de l'appui à une mobilisation organisée des ressources au moyen de stratégies de financement nationales de la mise en œuvre de la CCD. Ces modifications sont prises en compte dans les résultats énoncés dans le cadre logique qui figure à l'appendice II.

¹ Un don de 1,25 million de USD a été demandé et approuvé par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-unième session en 2004 (document EB 2004/81/R.23).

4. Cette nouvelle stratégie comporte quatre piliers principaux, à savoir i) le soutien aux Programmes d'action nationaux de la CDD et autres processus politiques permettant de réunir les conditions d'un cadre propice; ii) un appui ciblé en vue d'intégrer la CDD dans les principaux cadres de développement tels que les DSRP; iii) l'élaboration de stratégies globales de financement national d'une gestion durable des terres; et iv) l'encouragement de la création de partenariats, en particulier avec des ONG et le secteur privé – en vue d'accroître le pouvoir de persuasion essentiel dans les négociations en matière financière.

5. Afin de mettre effectivement en œuvre la nouvelle stratégie, le MM a élaboré des programmes stratégiques visant à préciser les raisons de ses interventions au niveau des pays et élargir la portée de la mise en œuvre de la CDD. Parmi ces programmes stratégiques, figurent:

- La promotion de stratégies nationales de financement;
- L'intégration de la CDD (sur le plan, par exemple de la gouvernance, de la création d'institutions et des politiques);
- Les échanges et l'accès aux marchés des communautés et des ménages;
- Le paiement des services écologiques;
- La participation du secteur privé et des ONG;
- L'éducation pour l'environnement;
- La sylviculture et la restauration des forêts.

6. Ces programmes stratégiques constituent la colonne vertébrale des opérations du MM visant à accroître les investissements dans une gestion durable des terres. Il n'existe aucun programme technique. En mettant l'accent sur la constitution d'une base de connaissances grâce à une coordination interne des réseaux avec diverses institutions et une diffusion de ces informations par le biais d'un système de gestion des connaissances efficace, le MM vise à maintenir le cap et augmenter son impact par une spécialisation inévitable dans les domaines des finances publiques et de l'investissement privé.

7. Les questions stratégiques ont été sélectionnées en raison de leur potentiel de mobilisation des ressources par une augmentation des investissements des communautés et des ménages dans une gestion durable des terres. En d'autres termes, le MM entreprend des actions visant à faciliter la réunion des conditions structurelles favorables à des investissements de toutes provenances, et tous les programmes stratégiques ont été choisis dans cette perspective. Au fur et à mesure de l'évolution du MM, des programmes stratégiques supplémentaires pourraient être nécessaires de façon à élargir l'applicabilité de l'approche adoptée pour la mise en œuvre dans les pays dans des domaines tels que la prévention des crises et des conflits et la santé et l'éducation.

8. En dépit de cette nouvelle approche, le MM continuera à poursuivre le but et les objectifs de la phase I présentés ci-après.

- i) **Mobilisation de ressources financières à l'appui du processus d'application de la CDD.** Le niveau de financement disponible pour la mise en œuvre de la CDD dépend de plus en plus de la volonté politique des gouvernements de faire de la gestion durable des terres une des priorités nationales en matière de réduction de la pauvreté. En conséquence, les États Parties à la Convention doivent concrétiser cette priorité politique dans l'affectation de ressources humaines, institutionnelles et financières. Du fait de l'évolution du contexte de la répartition des ressources financières, les secteurs de l'environnement et de l'agriculture se trouvent en concurrence avec d'autres comme ceux de la santé publique, de l'éducation et des infrastructures. Dans le cadre de cet objectif, le MM entreprend avec les partenaires des pays des interventions à plus long terme sur trois à quatre ans.

- ii) **Élargissement de la base de financement pour l'application de la CCD.** Les activités du MM en matière d'intégration des questions touchant à la gestion durable des terres et à la lutte contre la désertification et la dégradation des sols dans les processus politiques et sa mutation stratégique en matière de mobilisation des ressources financières sont tributaires de la prise en compte effective des aspects stratégiques au niveau politique, au préalable nécessaire pour justifier un investissement accru dans les terres, en particulier quand il s'agit de production de subsistance dans les zones rurales. L'importance de l'élargissement de la base de financement grâce à une approche intersectorielle est clairement démontrée par les pratiques réussies, qui concilient le souci d'une gestion durable des terres et de la restauration des sols et les priorités fondamentales comme la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Ces priorités énoncées dans divers documents stratégiques sur l'aide aux pays émanant des gouvernements de pays en développement, des organismes donateurs bilatéraux, des institutions financières multilatérales, du secteur privé et de la société civile sont les repères sur lesquels MM s'appuie pour orienter son action. Si un tel environnement favorable est mis en place, on pourra alors recourir à des instruments financiers novateurs.
- iii) **Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication.** Dans le cadre de la phase I, une stratégie de communication a été mise au point dans le but de fournir au MM et à ses partenaires des informations sur les stratégies efficaces d'application de la CCD. Pour mettre en œuvre cette stratégie de communication, le MM tirera entre autres parti des connaissances, de l'expertise et des avantages comparatifs de ses partenaires et, en particulier, du FIDA, de la Banque mondiale et des institutions bilatérales. Sur le plan opérationnel, il en ressort trois "axes de communication" répondant aux différents besoins des divers publics visés: i) un programme de relations avec les donateurs; ii) un programme de pépinière de partenariats; et iii) un programme de mobilisation. Pour ce faire, il sera fait appel au renforcement des instruments et canaux de communication faisant appel à Internet, à la recherche et l'analyse politiques, au Système d'information financière sur la dégradation des sols (FIELD) du MM, aux relations avec les médias et à d'autres activités ciblées de gestion des connaissances.

II. JUSTIFICATION/PERTINENCE POUR LE FIDA

9. Le FIDA et le MM continueront d'intégrer la CCD dans les Exposés des options et stratégies par pays et les projets appuyés par le Fonds. Un examen du portefeuille fait apparaître une augmentation des crédits du FIDA en faveur de la gestion durable des terres et d'autres questions touchant à la CCD. Dans le cadre du don du Fonds, le MM aidera les institutions assurant le rôle de coordonnateur de la Convention au niveau national à intervenir efficacement dans les processus d'allocation des ressources et les négociations budgétaires au niveau des pays.

10. Des normes, critères et indicateurs destinés aux interventions du MM sont actuellement en cours de mise au point en vue de consolider et adapter comme il convient l'approche du Mécanisme et d'accroître son impact. La conception décrite à la section I qui sous-tend les interventions du MM est à l'origine de la "Stratégie d'engagement par pays du MM". Se fondant sur le nouveau Système de gestion axée sur les résultats, le MM élaborera pour ses interventions sur trois à quatre ans des programmes spécifiques par pays. La deuxième phase du don du FIDA qui est demandée, servira au cofinancement de cinq de ces programmes à plus long terme, conformément aux orientations du cadre logique énoncé à l'appendice II du présent rapport.

III. LE PROJET PROPOSÉ

But et objectifs

11. Le but et les objectifs du don sont conformes au Plan d'activités approuvé par la septième Conférence des Parties. Le but du projet est de réunir des ressources financières pour l'application de la CCD.

12. Une attention particulière sera accordée à la décentralisation des services de conseils aux institutions jouant le rôle de coordonnateurs nationaux de la CCD, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes.

13. En outre, grâce à ce don, la coopération Sud-Sud continuera à être renforcée, en s'inspirant de celle à laquelle sont parvenus par le passé l'Afrique du Nord et de l'Ouest et la région Amérique latine et Caraïbes.

14. Les objectifs du projet sont les suivants:

- mobilisation de ressources financières à l'appui du processus d'application de la CCD;
- élargissement de la base de financement pour l'application de la CCD; et
- élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication.

15. Activités du projet:

- **Mobilisation de ressources financières à l'appui du processus d'application de la CCD**
 - a) intégration des sujets de préoccupation de la CCD au sein de processus plus larges de programmation du développement;
 - b) facilitation de la mise au point et de la mise en œuvre de stratégies nationales de financement; et
 - c) mise en œuvre de programmes de formation mettant l'accent sur la mobilisation des ressources.
- **Élargissement de la base de financement pour l'application de la CCD**
 - a) collecte d'informations et de connaissances sur les meilleures pratiques et tests d'approches novatrices dans le cadre, notamment, du paiement des services environnementaux et de mesures d'adaptation au changement climatique, en collaboration étroite avec la Banque mondiale, le FIDA et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC);
 - b) mise en œuvre de la deuxième phase du Programme communautaire d'échange et de formation (PCEF) en vue d'investissements par les communautés et les ménages; et
 - c) renforcement des processus régionaux et internationaux par une concertation accrue fondée sur une analyse et d'autres sources d'information et en faisant appel à l'expertise interne et à des partenariats.
- **Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication**
 - a) des communications sur le web informeront régulièrement les partenaires sur les faits nouveaux concernant les schémas, approches et systèmes novateurs en matière d'allocation des ressources financières;

- b) une analyse des politiques et stratégies sera entreprise, en particulier en vue d'amener les parties prenantes à débattre des processus de réforme macroéconomique, de la réduction de la pauvreté et de l'agriculture de subsistance dans les zones rurales; et
- c) l'organisation d'un certain nombre de consultations d'experts à tous les niveaux sur les questions touchant au financement du développement par un investissement dans la gestion durable des terres permettra de rechercher des opportunités stratégiques et de meilleures pratiques pour une mise en œuvre élargie.

IV. RÉSULTATS ESCOMPTÉS

16. Les résultats escomptés du projet sont les suivants:

- **Mobilisation de ressources financières à l'appui du processus d'application de la CCD**
 - a) Finalisation de cinq stratégies nationales de financement et partenariats financiers.
 - b) La CCD est intégrée dans les principaux cadres de développement, tels que les documents stratégiques de réduction de la pauvreté et les programmes de développement rural; et
 - c) Mise en place d'un programme de formation international du MM sur le financement du développement.
- **Élargissement de la base de financement pour l'application de la CCD**
 - a) Un guide du financement du développement est élaboré.
 - b) Le PCEF du MM favorise effectivement la mobilisation des investissements des communautés et ménages dans les zones rurales grâce aux échanges et à l'accès aux marchés; et
 - c) Les approches novatrices de la mobilisation des ressources sont aisément accessibles et peuvent alimenter les processus politiques internationaux.
- **Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication**
 - a) Mise en place du système de communication sur le web; et
 - b) Publication de la série de documents politiques du MM; et
 - c) Organisation de trois consultations régionales/internationales d'experts dans le cadre d'une stratégie de partage des savoirs aux niveaux international et régional.

V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION

17. Cette deuxième phase du don susmentionnée sera administrée et exécutée par le Mécanisme mondial, dans le respect des règles, politiques et procédures du FIDA et des dispositions spéciales concernant le MM énoncées dans le Bulletin du Président sur le Mécanisme mondial (document PB No. 99/10). Le MM veillera à ce que cette phase réponde effectivement aux objectifs tant du MM que du FIDA.

18. Le FIDA tiendra un rôle majeur dans la mise en œuvre de ce don en collaborant avec le MM à la mobilisation des ressources que représentent les responsables des portefeuilles, les directeurs de programmes de pays et les directeurs du FIDA. Le plan de travail général qui sera établi conformément au cadre logique proposé constituera un instrument majeur de planification et d'exécution dans le cadre du nouveau système de gestion axée sur les résultats. Comme prévu, le MM préparera et soumettra chaque année un rapport d'activités au FIDA.

19. Le MM assurera le suivi des progrès réalisés par rapport aux objectifs convenus grâce à son Système de gestion axé sur l'assurance-qualité. Parallèlement à l'étroite collaboration avec le FIDA, d'autres membres du Comité de facilitation, comme la Banque mondiale, coopéreront avec le MM à l'exécution au niveau des pays. Les modalités de cofinancement convenus avec les autres donateurs pour la phase II, la Commission européenne et la Banque mondiale pour la phase II du don du FIDA sont pratiques courantes pour le MM et constituent également une exigence de la part de certains organismes donateurs en raison de leurs politiques de cofinancement.
20. Les fonds seront administrés selon les processus budgétaires habituels du FIDA et devront recevoir l'approbation du Président du Fonds. La contribution proposée sera répartie entre le deuxième compte (Comptes de contributions volontaires pour les dépenses administratives – VCAE) et le troisième compte (Compte des ressources spéciales pour le financement de la mise en œuvre (SRCF)) du MM. Pour ce qui est de ce troisième compte, le MM apportera un financement sous forme de don et les modalités de mise en œuvre de chacun des dons seront précisées dans un accord juridique entre le MM et le bénéficiaire.
21. Pour faciliter la couverture des coûts d'accueil/administration du Mécanisme mondial, les intérêts produits par le solde des contributions non distribuées seront reversés au FIDA.
22. Les rapports et audits financiers concernant les activités menées dans le cadre du MM seront établis en dollars des États-Unis et dans le respect des pratiques et normes habituelles du FIDA.
23. Conformément aux procédures du FIDA, le MM sera soumis à un audit externe annuel. Des copies des rapports financiers seront transmises au FIDA au plus tard six mois (180 jours) après la fin de l'année concernée.
24. Si le FIDA souhaite des informations complémentaires sur l'utilisation spécifique des fonds octroyés, le MM les lui fournira sur demande.

VI. TABLEAU PROVISOIRE DES COÛTS

Objectif	Catégorie de coût	VCAE (Deuxième compte)	SRCF ^a (Troisième compte)
Mobilisation des ressources financières à l'appui du processus d'application de la CCD	Partenariats financiers nationaux et PAN/Plans d'action sous-régionaux et régionaux		600 000
	Activités habilitantes/PCEF		200 000 ^b
Élargissement de la base de financement pour l'application de la CCD	Financement d'approches novatrices pour identifier de nouvelles sources additionnelles de financement		150 000
	Mobilisation de nouvelles ressources additionnelles	175 000	
	Élaboration de la stratégie de mobilisation des ressources	50 000 ^c	
Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication	Élaboration et mise en œuvre de la stratégie de communication	75 000	
Total			1 250 000

^a Le troisième compte SRCF fait actuellement l'objet d'un examen dans le cadre des changements intervenus dans l'administration du budget en raison de la mise au point du système de gestion axé sur les résultats.

^b En raison des changements intervenus dans la gestion et la direction du MM en 2005 et du retard des demandes de financement prévues à l'origine pour cette même année, certaines activités ont vu leur priorité modifiée et ont été poursuivies en utilisant le financement de la première phase du don. Les prévisions de coût pour la phase II ont été ajustées en conséquence.

^c En raison des changements intervenus dans la gestion et la direction du MM en 2005, certaines activités ont vu leur priorité modifiée et seront entreprises grâce au financement de la deuxième phase du don et non de la première.

VII. RECOMMANDATION

25. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer, en partie, le projet d'appui à la mobilisation de ressources en faveur de programmes d'action et initiatives connexes ainsi que leur mise en œuvre (Phase II), pour une période de deux années, accordera un don ne dépassant pas un million deux cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 250 000 USD) au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unie sur la lutte contre la désertification (CCD) dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**ACHIEVEMENTS AND RESOURCES MOBILIZED
DURING SUPPORT TO RESOURCE MOBILIZATION FOR AND IMPLEMENTATION OF ACTION
PROGRAMMES AND RELATED INITIATIVES – PHASE I**

Objective I

Mobilization of financial resources to support the CCD implementation process

1. With the financial support made available through IFAD's first phase disbursement, the GM has been able to undertake several initiatives to enable countries to reach the implementation phase of NAPs by:

- Contributing to the establishment of country financial partnerships (CFPs), helping create an enabling environment for on-the-ground investments, access to markets and services, and for capacity-building, information and communications, research, and monitoring and evaluation.
- Providing financial support to the formulation of national action plans (NAPs), subregional action plans (SRAPs) and regional action plans (RAPs) for their incorporation into existing frameworks for country-level development planning.

2. Community Mobilization in Central Asia (CMCA) is an ongoing initiative designed to assist in the implementation of the Central Asian Countries Initiative for Land Management (CACILM). The primary objective of this initiative is to establish a group of community mobilizers who will work closely with local communities to develop sustainable land management initiatives that enhance livelihood opportunities at the local level.

To date:

- A group of community mobilizers have been recruited for each country and have received training on participatory rural appraisal (PRA) methods. A field visit to a pilot community was organized to allow community mobilizers to apply the knowledge and skills obtained.
- Each country has selected pilot communities and community meetings have been organized to identify community mobilizers.
- At the national level, field visits to target communities have been completed. An analysis of each country's specific needs was undertaken and pilot project ideas were identified.
- In Kazakhstan, a memorandum of understanding with the Global Environment Facility (GEF) /Small Grants Programme (SGP) has been concluded to ensure complementarity between the CMCA project and the GEF/SGP programme on sustainable use of rangelands in various climate zones of Kazakhstan.
- Terms of Reference have been drafted for compiling *community capacity assessment* and *traditional knowledge* reports.

3. The South-east Asia Subregional Action Programme for Combating Desertification (SEA-SRAP) has been established to help NAPs to be started. The programme focuses on promoting subregional collaboration to implement the UNCCD through the development of the SEA-SRAP. The framework has been finalized and a workshop to launch the programme was held in Viet Nam in December 2005 and attended by member country representatives. The report identifies specific programme areas to be developed in the region. Two project proposals are currently being prepared by the UNCCD Secretariat to support SEA-SRAP implementation at the subregional level.

APPENDIX I

4. The development of Central Asian Subregional training programme for sustainable land management is another initiative that has benefited from the IFAD grant. Its goal is to develop a training programme to improve human and institutional capacity for implementing sustainable land management in Central Asian Countries and enhance coordination and collaboration between institutions and communities in order to promote sustainable land management at the subregional level.

5. A meeting to launch the programme was held in Turkmenistan in May 2006 at which national focal points of the UNCCD, their representatives, focal points of the International NGO Network on Desertification, and representatives of research institutes and pilot projects gathered to discuss the goals and tasks of the Subregional Training Programme and their respective roles and expectations. The participants agreed on a positive evaluation of the preparatory phase of the SRTP which was carried out along with the Ministry of Natural Resources and Environmental Protection of Turkmenistan, the GM and the Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)/CCD. The proposed structure of SRTP was also approved at the workshop.

6. In Lebanon, the funds provided under the first phase of the grant are channelled into the development of a financing strategy for UNCCD implementation. The specific objectives of this activity are to strengthen the capacity of the UNCCD implementation team at the Ministry of Agriculture and to undertake specific studies and analyses in preparation for the development of a national financing strategy for NAP implementation and the convening of the country financing partnership forum.

7. The project is still under implementation but an initial comprehensive progress report has been received. The strategy is due to be finalized in September 2006 and the country financing partnership forum will be organized at the end of 2006.

8. The GM's strategic programme on market access and trade, which is supported by the IFAD grant, is also working towards mobilization of financial resources to support the CCD implementation process. The programme operates at three different levels:

- (i) **At the community level**, support processes build on the traditional knowledge of communities to identify the type of incentive mechanisms trade could provide to increase community investments in sustainable land management.
- (ii) **At the national level**, the programme seeks to ensure that policies and decision-making processes are informed by grass-roots knowledge, so as to create an enabling environment for incentive mechanisms to work efficiently and effectively.
- (iii) **At the international level**, networking and partnership-building is undertaken with trade- and environment-related institutions to form synergies and leverage ongoing initiatives to mobilize additional resources and involve new stakeholders in the CCD implementation processes.

9. A memorandum of understanding was signed on 23 February 2006 with the SGP of the United Nations Development Programme-GEF and has resulted in the mobilization of an additional US\$260,000, matching the GM investment. Through this partnership, the GM is acquiring grass-roots knowledge that can influence policy and decision-making processes at the national and international levels to create an enabling environment for investment by local communities in sustainable land management. The partnership will strengthen the impact of both organizations on these processes.

APPENDIX I

10. Also of note is the allocation of US\$40,000 by the Government of Finland to the Network for Natural Gums and Resins in Africa to carry out research on financing opportunities to develop the gum arabic sector in four African countries.

11. The grant has also financed at least seven independent activities in support of ongoing GM initiatives to mobilize financial resources. These initiatives continue to provide concrete results in advancing the GM agenda. For example, in Burkina Faso, a preliminary grant of US\$130,000 has secured US\$175 million under the poverty reduction strategy paper (PRSP) framework for a three-year action programme comprising a broad range of desertification activities. Furthermore, the ongoing GEF-funded country pilot partnership (CPP) co-led by UNDP and IFAD is expected to require a US\$10 million allocation, which does not include US\$500,000 already mobilized to implement the CPP Project Development Fund (PDF) B.

Objective II**Broadening the funding basis for CCD implementation**

12. As a broker, the GM is engaging governments, bilateral and multilateral agencies, the private sector and foundations to invest in projects for CCD implementation. It will continue to identify new innovative funding sources and approaches to further expand the funding basis. The first phase of the IFAD grant has enabled the GM to pursue this objective by supporting ongoing initiatives and financing new activities.

13. The lessons learned while exploring innovative funding opportunities under the GM's strategic programme on the private sector and foundations, have provided the basis for the development of a comprehensive framework. This framework – which is laid out in the Report Promoting Business Contribution to Addressing Global Environmental Problems prepared jointly by GM-UNCCD – includes a new effective strategy to attract substantial investments to support developing countries affected by land degradation. Thanks to funding by the grant, the strategic programme has also been able to prepare several concept notes on opportunities for GM engagement.

14. Also financed by the IFAD grant, the strategic programme on market access and trade is systematically strengthening links between the CCD and the issue of trade to stimulate investment flows and to channel additional resources to CCD implementation. A memorandum of understanding has been drafted with the UNCTAD BioTrade Programme to mainstream sustainable land management criteria in enhancing the development of trade for natural products. This partnership is also expected to reinforce linkages with other Multilateral Environmental Agreements, particularly the Convention on Biological Diversity.

15. In Morocco, under a formal legal agreement, the GM contributed to the development of a resource mobilization strategy and the elaboration of a NAP priority project portfolio in line with national strategic programming priorities. The process served to reinforce intersectoral coordination and integration by encouraging technical ministries to take the lead in developing projects that fell within their competencies, in close collaboration with other relevant stakeholders.

16. In order to consolidate financing, Morocco's NAP priority project portfolio was presented at a country financing partnership forum in September 2004. Fifty-three projects were presented to development partners. As a consequence, Spain committed to supporting a project costing US\$1.5 million. In addition, the GM and IFAD cofinanced the elaboration of a GEF PDF-B project in collaboration with the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) with a financing package of US\$16 million, including GEF grant financing of US\$6 million.

APPENDIX I

17. A second phase of GM support made possible by the first phase of the grant is advancing these resource mobilization efforts. In order to investigate innovative financing sources, a pilot study has been launched on the use of the Clean Development Mechanism for financing the National Forest Strategy. A second study has been undertaken to design a capacity-building programme that is coherent with the West Asia and North Africa (WANA) programme.

18. In Chile, financing from the first phase has enabled the GM to finalize the Puna American SRAP, a strategic alliance with UNDP and other organizations such as the Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC) which supports an initiative to engage private mining sector companies. A workshop was held in December 2005 in Chile with representatives from the mining sector, ECLAC and the secretariat of the Puna SRAP. This provided positive feedback and identified potential areas of convergence between the corporate social responsibility interests of the mining companies and the thematic and geographic priorities of the SRAP. A comprehensive analysis has been published, which includes a description of the activities of the mining sector and the implications for the Puna SRAP, in addition to a proposal of concrete actions that could be undertaken in the future to further strengthen the dialogue already begun on defining joint cooperative actions.

19. The primary objective of the GM's work in Chile is complementary to the activities currently receiving technical and financial support from the GM in Ecuador, also funded by phase I. Under the framework of the collaboration arrangement between the GM, EcoSecurities, the Government of Ecuador and the national clean development mechanism promotion office (CORDELIM), a specialized consultancy has been secured to help identify resource mobilization opportunities for UNCCD implementation through the use of payment for environmental services mechanisms, with a special emphasis on carbon trading.

20. In addition, the GM, with the financial support of the grant, has begun exploring innovative funding opportunities relating to one of its thematic issues, the empowerment of women in west Africa. The work of a leading gender expert has led to a concept note, which outlines the key issues requiring attention. Based on these findings, the GM attended the Beijing International Conference on Women and Desertification – held within the framework of the International Year of Deserts and Desertification – to highlight the important role of women in the implementation of the UNCCD. Experts in gender and in sustainable development, representatives of civil society, high-level country representatives and other eminent figures gathered to share experiences and seek ways of empowering women as an effective means to counter land degradation and rural poverty.

21. In this context, GM participated in the conference by launching a women empowerment initiative in West Africa, which evolves around four main themes, water, energy, land access and tenure, and market access and trade. The conference provided the GM with a chance to learn from leading experts worldwide on gender issues and desertification, benefit from practical case studies on women combating desertification across the globe and to network with international delegates from West Africa and meet with relevant international institutions.

22. The grant has also financed at least nine independent activities in support of ongoing GM initiatives to broaden the funding base. These initiatives continue to provide concrete results in advancing the GM agenda. For example in Tunisia, the elaboration of subnational action programmes to combat desertification will feed into the respective subnational development plans and into the Eleventh Socioeconomic Development Plan (2007-2011). In this spirit, the GM supported the elaboration of three subnational action programmes to combat desertification, which were mainstreamed into the respective subnational development plans. Three more action programmes are being elaborated with the GM's support.

Objective III

Development and implementation of a communications strategy

23. An effective communications strategy is essential for creating an environment that is conducive to accessing and channelling resources to the priorities identified in the NAPS of affected countries. In this regard, the GM is developing its own multimedia communications tools and maintains a system to track the flow of resources in support of the CCD. The development of a communications strategy is being pursued in close collaboration with IFAD, as called for by the two evaluations in 2003 and the Business Plan of the GM for 2003 - 2006.

24. As a component of the overarching communications strategy, the GM has designed a corporate web site and strategy, which describes the use that the institution will make of the Internet as a channel of communication with the GM's constituencies. Since the current version is outdated the Global Mechanism is planning to launch a web platform based on the new approaches by August 2006.

25. Given that the GM is investing in the development of a new web site, it is important to remember that while information collection and knowledge generation and dissemination are facilitated by information technology (IT), IT alone does not constitute Knowledge Management. In this context, a coherent content management policy, applied consistently and comprehensively will provide the GM with one cornerstone on which to build its knowledge base and an enabling framework in which to purposely craft information for its target, thus demonstrating its true added value. A customized two-day masterclass given by an IT expert, in March 2006 focused on best practices in managing web content.

26. Since February, the Global Mechanism has been working on an initiative to complement its online communications programme. The GM is exploring how to unlock the potential of e-mail marketing strategies, setting the stage for interactive e-tools such as newsletters, mailing lists and other means of delivering "push" content. Roll-out activities may begin as early as July 2006.

27. As an integral and leading component of the overarching communications strategy, the GM is updating and redesigning its corporate identity to accurately reflect the organization's mission and tell audiences what the organization stands for. The development of a corporate identity will involve work on logo type, colour, imagery, slogan(s) and graphic applications in all media including, collateral stationary, flyers, brochures, brochures, publications, website and web-based materials. This will enable the GM to allocate its communications resources more effectively and to have the support of design templates and visual identity policies, guidelines and standards. The new corporate identity will be ready in July 2006.

28. To mark the International Year of Deserts and Desertification a British Broadcasting Company (BBC) documentary has been filmed resulting in a series called "Villages on the Front Line", telling the dramatic stories of six villages affected by land degradation in Africa, Asia and the Latin America and Caribbean region. The series, which will include a final debate of about 50 minutes, will be broadcast on BBC World to 300 million homes during the first half of October.

LOGICAL FRAMEWORK FOR THE PROPOSED SECOND PHASE

NARRATIVE SUMMARY	MEASURABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
GOAL			
Support to the mobilization of financial resources for country parties for the implementation of the UNCCD	<ul style="list-style-type: none"> Investment from public and private sources for the implementation of the CCD and related objectives increased 	<ul style="list-style-type: none"> Statistics on amount invested in CCD implementation through GM database and monitoring and evaluation system 	<ul style="list-style-type: none"> Stakeholders honour their commitment to the CCD
OBJECTIVES			
Mobilization of financial resources to support the CCD implementation process increasingly effective in five countries	<ul style="list-style-type: none"> Investments in CCD-related activities increased 	<ul style="list-style-type: none"> GM records and national reports to COP 8 in October 2007 	<ul style="list-style-type: none"> Donors act on commitments to invest in the CCD and on recommendations of evaluations Effective cooperation with facilitation committee (FC) members
Broadening of the funding base for CCD implementation is achieved in three countries	<ul style="list-style-type: none"> Best practices analysed and innovative financing packages prepared – including from non-traditional sources – established and mainstreamed 	<ul style="list-style-type: none"> GM records and national reports to COP 8 	<ul style="list-style-type: none"> Communications strategy and resource mobilization strategy developed Donors act on commitments to invest in the CCD and on recommendations of evaluations Effective cooperation with FC members
(Development and) Implementation of GM's communications strategy	<ul style="list-style-type: none"> Communications strategy developed and application of strategy effective 	<ul style="list-style-type: none"> External evaluation of the GM to COP 8 in October 2007 	<ul style="list-style-type: none"> Effective cooperation with IFAD and FC members

NARRATIVE SUMMARY	MEASURABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
OUTPUTS			
Objective 1: MOBILIZATION OF FINANCIAL RESOURCES TO SUPPORT THE CCD IMPLEMENTATION PROCESS			
Output 1.1: Finalization of five national financing strategies and financial partnerships	• Documents disseminated by country parties and on GM's website	• National documentation	• Stakeholders and international community at country level respond positively to the national financing strategy instrument.
Output 1.2: UNCCD is mainstreamed into overarching development frameworks like PRSPs and programmes for rural development	Text and programming in relevant national policy and programme documents	Relevant national policy and programme documents	Governments and the international community endorse the issue of land degradation and sustainable land management as a priority
Output 1.3: Establishment of international training programme of the GM on finance for development	Training programme established	Programme document of training programme	International donor community continues its support to training
Objective 2: BROADENING OF THE FUNDING BASE FOR CCD IMPLEMENTATION			
Output 2.1: Formulation of a guide to development finance	• Process of formulation includes important stakeholders for feedback and peer review	• Document of the guide	• International institutions and bilateral organizations continue support in information sharing as planned
Output 2.2: Community Exchange and Training Programme (CETP) of the GM effectively supports mobilization of investments of communities and households in rural areas through trade and market access	Eight projects show concrete results in increased trade of local products	GEF Small Grants Programme Evaluation Reports	Working hypothesis that communities and households are actively pursuing trade and market access is verified
Output 2.3: International policy processes are continuously informed about innovative approaches to resource mobilization	Number of interactions and their quality.	External evaluation for COP 8 in October 2007	None

NARRATIVE SUMMARY	MEASURABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
Objective 3: Development and implementation of a communications strategy			
Output 3.1 Web-based communications system established	Quality of updated web-based information and list availability	Web page and consumer survey in June 2007	GM team and partner institutions provide information and knowledge on a regular basis
Output 3.2 Policy series of the GM established	3 publications	External evaluation of the GM in October 2007 and consumer survey in June 2007	None
Output 3.3 Three regional/international expert consultations conducted as part of a strategy for knowledge sharing at the international and regional levels	Strategy for knowledge sharing at the regional and international levels three expert consultations conducted	<ul style="list-style-type: none"> • Strategy paper • Reports on regional/international expert consultations • External evaluation of the GM in October 2007 	None
Activities All activities will be detailed in the envisaged five country-specific programmes according to state of UNCCD delivery, entry points for the GM and needs assessment at the country level			

a
INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX III

DONOR INFORMATION (US\$) – STATEMENT OF CONTRIBUTIONS

Donor	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Subtotal
Canada				31 951	259 200	83 936	220 109		595 196
Denmark				350 000					350 000
Finland				150 739	353 567	72 867		257 596	834 769
Germany	100 000								100 000
IDRC ^a					11 523				11 523
Italy					150 758		405 384	383 327	939 469
Netherlands					112 454	130 484			242 938
NORAD ^b						842 398			842 398
Norway			95 655	236 529	250 811	423 787			1 006 782
Portugal		50 000							50 000
Sweden	127 171		527 535		319 289	364 604	513 077	390 972	2 242 648
Switzerland	72 834	64 329	71 461	74 905	75 758	75 758	120 000		555 045
AFESD ^c				52 085					52 085
IFAD		2 500 000		1 300 000	1 250 000		1 250 000		6 300 000
IsDB ^d		12 000		20 000					32 000
OPEC Fund ^e				390 000		300 000			690 000
United States (CHC) ^f				79 600	103 500		(49 673)		133 427
World Bank			1 250 000	75 000	1 250 000	150 000	1 250 000		3 975 000
TOTAL	300 005	2 626 329	1 944 651	2 760 809	4 136 860	2 293 831	3 708 897	1 031 898	18 814 366

^a IDRC= International Development Research Centre

^b NORAD= Norwegian Agency for Development Cooperation

^c AFESD= Arab Fund for Economic and Social Development

^d IsDB=Islamic Development Bank

^e OPEC=Organization of the Petroleum Exporting Countries Fund for International Development

^f CHC=Congressional Hunger Council